

**1er mai.** Le journal du Biterrois N°14 consacre 5 pages au bicentenaire de la mort de Napoléon et fait la publicité pour la présentation à la Médiathèque de Béziers du livre de Thierry Lentz. Ce dernier, dirige la fondation Napoléon, donne des cours en histoire à l'Institut catholique de Vendée et a écrit une quarantaine de livre à sa gloire. Le journal du Biterrois n'évoque pas le rétablissement de l'esclavage (1802) qui avait été aboli par la Révolution française (1794). Il n'y a non plus aucune référence à la violence des armées napoléoniennes dans ses conquêtes territoriales. Rien non plus sur le statut des juifs soumis à un régime d'exception (et de contrôle) alors que la Révolution avait accordé la citoyenneté aux Juifs sans contrepartie. A titre d'information, Thierry Lentz a écrit aussi une étude « *Le diable sur la montagne : Hitler au Berghof* », le Berghof étant la résidence secondaire d'Adolf Hitler.

L'interview donné dans ce Journal de propagande est accompagné d'un dessin représentant un Napoléon dominant (comme par hasard) des arabes implorants et tendant les bras vers lui. À la question du journaliste (Robert Ménard lui-même ?) « *La mémoire de Napoléon est-elle menacée ?* », Thierry Lentz répond « *Certains journalistes, enseignants ou militants politiques présentent Napoléon comme une sorte d'Hitler ! C'est historiquement ridicule mais ça finit par entrer dans la tête des plus jeunes ; au moment où l'on déboulonne des statues pour réécrire l'Histoire, ces gens-là veulent tester notre résistance en s'en prenant à un très grand monument de notre passé. Ils visent ce que nous sommes, nos choix sociaux et politiques, voire notre liberté d'étudier et d'apprendre* ». Pour finir les 5 pages sur Napoléon, le journal du Biterrois cite Chateaubriand « *Il est Grand pour avoir fait renaitre la France, l'ordre au sein du chaos... Il est grand surtout pour être né de lui seul, pour avoir sans autre autorité que celle de son génie, pu se faire obéir par 36 millions de sujets* ».

Dans ce même numéro on trouve également un auto-interview de Robert Ménard sur la Devèze « *Il ne sert à rien de déverser des sommes colossales si, parallèlement, nous ne faisons pas le ménage. En commençant par les trafiquants de tout poil.* » et sans transition il glisse de la délinquance à l'immigration « *Mais ce n'est tout. J'ai déjà eu l'occasion de dire que je suis favorable à un moratoire sur l'immigration. De la même façon, nous devrions instaurer une période probatoire pour l'acquisition de la nationalité française. Devenir français, ça se mérite... Il faut pouvoir assimiler ceux qui viennent de l'étranger et, pour cela, il ne faut pas qu'ils soient trop nombreux. Quant à ceux que nous accueillons et qui se comportent mal, ils doivent être expulsés* » et à l'auto-question « *Et vous, que comptez-vous faire ?* » Réponse de Robert Ménard « *Faire pression sur l'État pour qu'il nous donne plus de moyens de police.... Demander à tous d'être impitoyables avec les petits malfrats qui gangrènent nos rues.* » Il faut dire que quelques jours auparavant, il avait expliqué sur une chaîne de télévision « *Moi, cela ne me choquerait pas du tout si on envoyait l'armée dans les banlieues pour nous débarrasser des dealers.* » Alors, avec la suppression récente du service médiation de l'agglomération, on peut se demander si Robert Ménard ne rêve pas d'un véritable affrontement dans les quartiers.

**5 mai.** Les lycéens manifestent à Béziers pour demander que seul le contrôle continu soit pris en compte pour le Bac 2021. Tout se passe normalement devant le lycée Jean Moulin. Cependant devant le lycée Henry-IV, les lycéens se sont retrouvés face à un déploiement important des forces de l'ordre portant, casques, boucliers, flash-backs, matraques et hurlant « dégagez ».

Selon les élèves, les policiers les auraient chargés pour les disperser. Ils ont semé la panique dans les rues étroites du quartier des Halles. Résultat trois lycéens mis en examen pour violences (jet de pierre et début d'incendie de poubelles) après avoir été en garde à vue pendant plusieurs heures.

**6 mai.** Suite à la mort d'un policier à Avignon, le syndicat France Police - Policiers en colère s'est adressé au Président de la République en expliquant que « *le temps des belles cérémonies d'hommage est révolu* » et « *ce n'est pas avec des larmes qu'on mène une guerre* ». Pour ce syndicat d'extrême droite « *la population n'a plus confiance dans nos services et s'arme pour se défendre elle-même face aux criminels* » alors « *notre syndicat vous invite à recourir aux dispositions par la loi du 3 avril 1955* » et de « *procéder au bouclage des 600 territoires perdus de la République, y compris avec le renfort de l'Armée, en contrôlant et en limitant les entrées et sorties de ces zones par des check-points* ». Mais aussi « *en adoptant en urgence une réforme de la légitime défense pour les policiers et gendarmes leur permettant d'ouvrir le feu dès lors qu'un fuyard n'obtempère pas ou qu'ils sont l'objet de tirs de mortiers d'artifices ou de jets de cocktails Molotov* ». Enfin ce syndicat demande de s'inspirer des modèles israélien, brésilien et philippin car pour lui « *l'heure n'est plus aux hésitations, frilosités politiques et autres tergiversations* ».

**7 mai.** Un habitant du quartier Malbosc à Béziers a affiché sur son propre portail donnant sur la voie publique une croix gammée. Tout laisse à penser que l'idéologie de ce message est directement adressée à un couple de voisin dont la femme porte un foulard. Après un premier appel au commissariat de la ville, une patrouille est arrivée sur place mais n'a pas enlevé l'affiche. Excédé par l'affichage de ce symbole nazi, le mari a re-téléphoné au commissariat. La réponse sibylline a été que la police n'avait pas le droit de retirer l'affiche tout en précisant qu'ils avaient pris des photos. Finalement vers minuit une nouvelle patrouille a enlevé l'affiche.

**8 mai.** Et cela continue. Pascal Bugis, maire divers droite de Castres (Tarn), refuse de célébrer les commémorations du 8 mai 1945 marquant la fin de la deuxième guerre mondiale. Il affiche ainsi son soutien aux militaires signataires d'un appel à la sédition dans Valeurs actuelles. À Béziers, Robert Ménard était lui, bien présent devant le Monument aux Morts. Il a profité de ce moment pour développer ses idées sur « *les nouveaux monstres* » que représentent l'Islamisme (qu'il assimile à tous les musulmans) mais également, et c'est nouveau, à la Chine, et à la Turquie.

**9 mai.** Nouvelle tribune adressée au président de la République en soutien aux militaires dans « Valeurs actuelles » : « *Agissez, Mesdames et Messieurs. Il s'agit de la survie de notre pays, de votre pays* ». Lancé par des militaires en activité et ouvert à tous, le nouveau texte explique « *Nos aînés ont raison sur le fond de leur texte, dans sa totalité. Nous voyons la violence dans nos villes et villages. Nous voyons le communautarisme s'installer dans l'espace public, dans le débat public. Nous voyons la haine de la France et de son histoire devenir la norme ... si nous ne pouvons pas, réglementairement, nous exprimer à visage découvert, il nous est tout aussi impossible de nous taire* ». Le journal d'extrême droite confondant nombre de lecteurs et nombre de signatures, parlent de milliers de signataires. Pour information, Valeurs actuelles du groupe Privinvest Médias est la propriété d'Iskandar Safa. Discret milliardaire franco-libanais issu de la communauté chrétienne libanaise, il fait partie des plus grandes fortunes de France. Iskandar Safa possède notamment plusieurs chantiers navals, en France, en Allemagne et à Abu Dhabi, où sont construits des yachts de luxe et des navires militaires légers. Il a acquis en 2015 le magazine Valeurs actuelles, auparavant détenu par le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, en faisant équipe avec Étienne Mougeotte et Charles Villeneuve, tous les deux anciens de TF1. Depuis le trio a échoué à racheter Nice-Matin.

L'industrie de l'armement est l'un des secteurs dans lesquels Iskandar Safa a édifié son empire industriel en concentrant ses activités sur la production de navires militaires, notamment avec les Émirats Arabe Unis, l'Arabie Saoudite et le Mozambique.

Valeurs actuelles diffuse aujourd'hui à plus de 90 000 exemplaires chaque semaine et nombres de ses unes sont consacré à Marion Maréchal-Le Pen, Éric Zemmour et « son identité française », à Philippe de Villiers, à l'extrémiste italien ancien ministre de l'intérieur Matteo Salvini, au premier ministre hongrois Viktor Orban, ou encore à Sebastian Kurz, l'ex-chancelier d'extrême-droite autrichien.

En dehors de ces soutiens affichés, les unes de Valeurs actuelles n'hésitent pas à s'en prendre au féminisme (« *La terreur féministe* » en mai), Aux écologistes (la une de juin « *Les charlatans de l'écologie* », avec Greta Thunberg), Aux médias de gauche (« *La tyrannie Mediapart* » en août, et « *Les islamo-gauchistes* » en mars, avec Edwy Plenel, fondateur du journal, en photo de la une), ou au pseudo « *racisme anti-blanc* » (avec Lilian Thuram en une en septembre). Valeurs actuelles stigmatise évidemment l'islam (« *Chassez le christianisme et vous aurez l'islam* », « *15 000 islamistes près de chez nous* »), les migrants, et les services publics « *ces fonctionnaires qui nous ruinent* » ; De plus, l'actuel directeur de la rédaction du magazine, Geoffroy Lejeune, a écrit un ouvrage sur Éric Zemmour. Du côté des relais politiques, le groupe éditeur de Valeurs actuelles, Valmonde, a pour vice-président depuis 2010 Olivier Dassault, fils de Serge Dassault.

**12 mai.** Le glissement d'une partie de la droite vers l'extrême droite se poursuit. À Montpellier, Jean-Paul Garaud (droite populaire) tête de liste aux régionales pour le RN lançait officiellement sa campagne. Auparavant Louis Aliot, le maire de Perpignan avait expliqué que les Pyrénées-Orientales pouvait devenir le « fer de lance de la reconquête nationale ». Il s'était réjoui des ralliements comme celui de l'homme d'affaire Florent de Kersauson tête de liste du RN dans le Morbihan, du conseiller municipal sétois, Cédric Delapierre, secrétaire régional LR et UDI au conseil régional d'Occitanie, ainsi que du maire de Baixas Pyrénées-Orientales), Gilles Foxonet, candidat aux départementales et lui aussi ex-LR. Cela dit, il y a aussi des ralliements encore plus étonnants venant de la gauche comme celui du directeur de cabinet de Louis Aliot, Stéphane Babey (ancien chef de cabinet d'Hermeline Malherbe – PS) et celui de l'ancien chef de cabinet de Georges Frêche (PS) Frédéric Bort qui devient la tête de liste dans l'Hérault pour les régionales.

**13 mai.** Les listes pour les élections départementales se précisent. Le RN a visiblement laissé Robert Ménard placer ses candidats autour de Béziers, les 6 candidats (3 binômes) d'extrême droite de 2015 s'étant fait remarquer par une absence totale de décisions et d'initiatives.

Aujourd'hui seuls deux d'entre eux se représentent.

- Sur Béziers 1 : Les nouveaux sont : Marie Hirth, enseignante dans une école privée de Béziers et Denis Marsala policier en retraite, élu municipal de Valras. Ce dernier confirme c'est Robert Ménard qui lui a demandé de se présenter.

- Sur Béziers 2 : La conseillère sortante Marie-Emmanuelle Camous (Liste Choisir Béziers) diplômée dans le Tourisme, se représente avec un nouveau, Gilles Sacaze, ancien cadre du service action de la DGSE. Le duo compte travailler sur le volet social, l'associatif et soutenir les cérémonies militaires. Ensemble ils tiennent à « *défendre les Biterrois* »

- Sur Béziers 3 : Nicole Zénon, conseillère sortante, épouse de l'adjoint au maire de Béziers et directrice de l'école privée Sainte-Madeleine à Béziers. Elle avait accepté les blouses aux couleurs de la Ville pour ses élèves. Nicole Zénon veut « *lutter contre les versements indus au RSA* ». Elle sera

accompagnée par Jean-Louis Respaud, originaire de Vendres, habitant à Servian et maître de conférences à la faculté de droit de Montpellier. Homme de droite (sans étiquette ?) il défend « *la liberté, la responsabilité, l'ordre conservateur et traditionnel pour bâtir et transmettre, avec une certaine méfiance contre la modernité* » (tout un programme). Le duo, soutenu par Robert Ménard, conteste se situer à l'extrême droite, préférant le terme de « *droite populaire* ». Avec les valeurs suivantes : « *Famille, travail, mérite, respect, autorité, tradition, identité biterroise.* » Et une devise : « *Le Département doit s'occuper en priorité des Héraultais.* »

Ailleurs, dans tout le département de l'Hérault, il y aura 22 binômes, officiellement étiquetés RN dont certains sont issus de la droite. Voici la liste : **Agde** : Henri Couquet – Fabienne Varesano. **Cazouls-les-Béziers** : Stéphanie Galzy – Gilles Parmentier. **Clermont-l'Hérault** : Laurent Claisse-Kerviel – Laurence Delacour. **Le Crès** : Claude Chabert – Lauriane Troise. **Frontignan** : Patricia Andrieu – Gérard Prato. **Gignac** : Martine Herbaut – Loïc Teyssier. **Lattes** : Sylviane Lecoq – Fabrice Thiry. **Lodève** : Patricia Fauquier – Chris-Valéry Leynaud.  **Lunel** : Isabelle Buffet – Guillaume Vouzellaud. **Mauguio** : Laurence Cavaillez – Stéphane Vincent. **Mèze** : Cédric Delapierre – Laetitia Teysot. **Montpellier 1** : Jocelyne Lacaze – Charles Mench. **Montpellier 2** : Marie-Paule Jarniac – Jean-Marie Moralez. **Montpellier 3** : Alex Frederiksen – Flavia Mangano. **Montpellier 4** : Dylan Cauvin – France Jamet. **Montpellier 5** : William Amblard – Marine Morvant. **Castelnau-le-Lez** : Jamila Moukrim – Nicolas Lauron. **Pézenas** : Laëticia Brun – Bruno Lerognon. **Pignan** : Kadija Boulangeat – Thierry Tsagalos. **Saint-Gély-du-Fesc** : Alexia Donadoni – Kévin Lavallée. **Saint-Pons-de-Thomières** : Gilles Laigre – Virginie Alcina. **Sète** : Sonia Fraysse – Sébastien Pacull.

Partout c'est donc des candidats estampillés RN mais là aussi, on assiste à des glissements de la droite vers « l'aspirateur » RN. À Sète, Sébastien Pacull, l'ex président de la fédération LR du 34, s'affiche maintenant sans problème avec Sonia Fraysse (RN) entraînant au passage, un suppléant issu de la gauche, Jean-Luc Grégoire. À Agde, l'ancien adjoint du maire de droite Gilles D'Ettore se présente avec Fabienne Varesano élue municipale RN. Au menu de leur programme : « *la suppression du financement (surtout de l'hébergement) des mineurs non-accompagnés* ». Ce sont des demandeurs d'asile de moins de 18 ans ayant fui les guerres et la misère dans leur pays. L'équipe RN veut tout simplement changer la loi française (sur la protection des mineurs en danger) en donnant cette aide aux personnes âgées et aux femmes battues dans une sorte de préférence nationale qui ne dit pas son nom. Mais ce n'est pas tout, les candidats estampillés RN d'Agde veulent aussi surveiller les fraudes au RSA bien que cela ne soit pas de leur ressort et « *sécuriser* » les abords des collèges en déployant du personnel départemental. À Mèze c'est là encore, l'ancien conseiller municipal de droite de Sète, et ancien secrétaire général au conseil régional d'Occitanie, Cédric Delapierre qui se présente. Il est déjà sur la liste RN dans l'Hérault. Il est accompagné de son binôme, Laetitia Teysot aide à domicile et infographiste. Au programme « *Nous voulons lutter contre la fraude sociale car un euro mal dépensé par le Département est un euro de trop.... Favoriser l'insertion et le retour à l'emploi et ne plus accueillir de nouveaux migrants* ».

**16 mai.** Après la présentation des candidats « ménardiens » aux élections départementales pour les trois cantons de Béziers. Henri Bec, militant royaliste et conseiller départemental sortant de Béziers 1, a tenu à réagir aux propos du maire de Béziers. Ce dernier avait dit à propos des 4 nouveaux candidats (sur 6) « *Il y a besoin de renouvellement. Certains peuvent être usés et d'autres n'ont pas fait leur travail* ». Henri Bec affirme que « *Ces propos, proprement scandaleux et désobligeants,*

*illustrent le mépris qu'il [Ménard] peut avoir pour ceux qui le côtoient ou l'ont côtoyé et défendu pendant six ans, sans qu'il émette la moindre critique. Mais Robert Ménard n'aime pas ceux qui ont des idées. Ils risquent, trop facilement, de lui faire de l'ombre. C'est le signe classique d'un autoritarisme très préoccupant, antithèse parfaite d'une véritable autorité naturelle. Ces propos sont en outre, comme bien souvent, incohérents. Chacun a pu constater que les critiques virulentes qu'il proférait à l'égard du Rassemblement national et de sa présidente, et la menace réitérée pendant des semaines, de présenter une liste aux élections régionales, ont brusquement cessé à l'approche d'un nouveau scrutin. Parce qu'il sait, bien sûr, ne pas pouvoir émerger sans leur appui. Et l'on est surpris, pour quelqu'un qui ne veut plus entendre parler de parti politique, de le voir figurer aujourd'hui sur les tracts du RN ! Explication : comme le pratiquent ceux qui n'ont aucun amour-propre et font semblant de se racheter pour conserver une parcelle de pouvoir. » Et le conseiller départemental conclut : « Je ne me sens ni usé et encore moins responsable d'une absence d'implication dans le travail départemental. »*

Et dire que cette dénonciation vient du même camp...

**18 mai.** Trois organisations syndicales (CGT, FSU et Solidaires) ont appelé à un rassemblement pour protester contre la violence de la police contre des lycéens intervenue le 5 mai dernier devant le lycée Henri IV à Béziers. Ils dénoncent une violence disproportionnée car certains lycéens ont été mis en joue par des agents armés de flash-ball et d'autres ont été blessés. À la fin de cette charge, trois jeunes de 16 ans ont été mis en examen, risquant jusqu'à trois ans de prison. Expliquant que les jeunes sont inquiets pour leur avenir scolaire et professionnel, les organisations syndicales ont demandé que « *la lumière soit faite publiquement sur les conditions de l'envoi d'un déploiement disproportionné et inhabituel de policiers armés devant le lycée Henri IV* », ainsi que la levée des poursuites judiciaires contre les trois lycéens. De leur côté, (et sans vraiment remettre en question leur violence) les syndicats de policiers SGP police FO et Alliance ont rappelé que « la manifestation était illégale et que certaines directions d'établissement leur avaient demandé d'empêcher l'accès des élèves à l'intérieur des établissements ». Ils affirment également que « les violences ont été faites contre les forces de l'ordre et pas l'inverse » et qu'il faut « arrêter de dire que nous avons provoqué les incidents parce que nous avons des casques et boucliers ».

**19, 20, 21 mai.** Tirs croisés de toute l'extrême droite française contre le retour de Karim Benzema dans l'équipe de France de football, mais aussi contre le rappeur Youssoupha qui a interprété l'hymne de l'équipe de France pour l'Euro-2020 (qui se produira en juillet 2021). Tout a commencé par le sénateur RN de Marseille, Stéphane Ravier qui avance tranquillement « *Karim Benzema est un Français de papier, mais se dit lui-même Algérien par le coeur : il n'a qu'à jouer pour l'équipe algérienne. Mais les salaires sont bien moins importants en Algérie* ». Et d'affirmer « La France a été championne du monde sans lui. On pourrait très bien s'en passer ». Ensuite, c'est le vice-président du Rassemblement national Jordan Bardella de commenter « *Benzema avait un jour dit que Didier Deschamps céda à une partie raciste de la France* [pour l'exclure de l'équipe de France]. *Eh bien je pense qu'on a cédé aujourd'hui à une partie racaille de la France en choisissant Youssoupha* » a déclaré le candidat du RN aux régionales en Ile-de-France. Dans la foulée, Gilbert Collard (député européen RN) et Robert Ménard ne sont pas restés inaudibles dans ce concert de campagne politique... Gilbert Collard dénonçant les propos insultant du rappeur vis à vis des femmes en voulant foutre « en cloque cette chienne de Marine Le Pen ». Quant au maire de Béziers, il a ironisé sur un

plateau TV à propos de l'entraîneur de l'équipe de France de football, Didier Deschamps et de Karim Benzema « *Je suis très content qu'ils s'aiment. Ils n'ont qu'à s'embrasser sur la bouche et tout va bien. Mais c'est pas mon affaire* » avant de regarder ses fiches qui ne sont visiblement pas à jour pour attaquer « *Vous vous rappelez au temps de Jacquet (sélectionneur de l'équipe de France 98), Cantoni (sic) n'est jamais revenu en équipe de France. Pourquoi ? Parce qu'à cette époque-là, et aujourd'hui encore, on sait que porter le maillot bleu de l'équipe de France, ce n'est pas simplement d'être un excellent joueur. Eric Cantoni (resic) ce n'était pas n'importe qui et on s'en est passé. Benzema il faut s'en passer. Car en 2015 au lendemain des attentats du Bataclan, la Marseillaise retentit avant un match en Espagne et ce type qui est adorable, sympathique et respectueux de tout crache pendant la Marseillaise* ». Les journalistes tentent alors de comprendre qu'il confond Piantoni et Cantona et affirment que Benzema n'a jamais craché pendant la Marseillaise et que c'était une fake news. Poursuivant dans son discours mensonger « *Quand tu vois Paul Pogba (autre joueur de l'équipe de France) tweeter avec le drapeau du Hamas.... Ce Hamas ce sont des terroristes, les assassins de Samuel Paty* » Ce qui est faux car le joueur de foot avait simplement mis le drapeau palestinien pour afficher son soutien envers ce peuple opprimé. Alors, face aux réponses des journalistes invoquant la liberté d'expression, Robert Ménard passe de lui-même à l'hymne officiel des Bleus pour dire « *Youssoupha vous savez qui c'est ? Il dit qu'il 'met un billet sur la tête de celui qui fera taire ce con d'Éric Zemmour et a été condamné pour ça... Et c'est lui qu'on choisit pour chanter l'hymne français. Vous rigolez ?* ». Là aussi, visiblement les fiches du maire de Béziers ne sont pas à jour car si Youssoupha a bien perdu en première instance face à Éric Zemmour, il a gagné en appel. Le lendemain, c'était au tour de Marine Le Pen a dénoncé l'appel au meurtre du rappeur contre Éric Zemmour (alors qu'il a seulement voulu dire qu'il se taise) et elle a demandé à la Fédération française de football de « *renoncer au choix du rappeur Youssoupha, dont les propos insultants et outranciers choquent bon nombre de Français.* ».

**20 et 21 mai.** Procès pendant deux jours du commando d'extrême droite qui avait délogé violemment les étudiants de l'université Paul Valéry en grève contre Parcoursup d'un amphi de la faculté de droit de Montpellier en mars 2018. Petit rappel des faits : Il est un peu plus de minuit lorsque les portes de l'amphi s'ouvrent brutalement. Des individus encagoulés, déchaînés et armés de bâtons, Taser, morceaux de palette, entrent. Les coups fusent dans tous les sens. Des filles par terre reçoivent des coups de pied dans la tête, d'autres occupants sont tabassés avec des bâtons. C'est un véritable raid mené contre des étudiants. Tout va très vite, la salle se vide en cinq minutes et la faculté ferme ses portes.

Seulement cinq personnes sont accusées de violences volontaires pour avoir directement participé au passage à tabac des étudiants :

- Mathieu Rolouis, un joueur sétois membre du Rassemblement National,
- Thierry Vincent, ancien colonel de l'armée à la retraite et signataire de la tribune des militaires publiée dans Valeurs Actuelles,
- Jean-Luc Coronel de Boissezon, ancien prof de la faculté de droit, royaliste assumé, photographié à l'un des meetings du groupuscule identitaire « La Ligue du Midi ». Il a rejoint depuis l'Institut de Sciences Sociales Économiques et Politiques (ISSEP), l'école de Marion Maréchal Le Pen.
- Martial Roudier, membre de ce même groupe, emprisonné pour avoir poignardé un jeune antifasciste.
- Thierry Puech, sympathisant Ligue du Midi, porteur d'un taser.

Patricia Margand, compagne de Jean-Luc Coronel de Boisson, directrice de campagne du RN aux législatives de 2017, et Philippe Pétel, ex-doyen de la faculté de droit, répondent quant à eux d'une simple « complicité de violences »

Pour info, les enquêteurs ont trouvé des photos de casques du IIIème Reich, dans le portable de Mathieu Rolouis. Quant à Martial Roudier, il a nié sa présence autour de la fac de droit, malgré un faisceau d'indices accablants : témoignages divers, bornage téléphonique, premières déclarations de certains des prévenus le confondant. Face à la réalité, il finit par avouer avoir été présent pour aider son ami Jordi Vives Carcelles à couvrir les événements pour le site identitaire Lengadoc-Info, Jean-Luc Coronel de Boissezon, alors que de nombreux témoignages le situent en tête de la colonne d'hommes cagoulés dira s'être contenté de quelques gestes de boxe.

Pour la première fois depuis le début de l'affaire, l'ex-doyen Pétel a reconnu avoir été au courant de l'expédition punitive. À noter également que l'avocat du commando M° Begoc, présent également à la réunion de la Manif pour tous (le jour où Patricia Margand a entraîné une partie de la troupe) a dit sans l'ombre d'un doute : « Ils sont passés à l'action avec civisme et tact sous l'autorité du doyen... Nous sommes à un tournant de notre société. À l'avenir, les citoyens vont être obligés d'intervenir à la place de l'État complètement défaillant, le point de non-retour est atteint »

Finalement quatre mois fermes et six avec sursis ont été requis contre Mathieu Rolouis, Thierry Vincent, et Thierry Puech. Un an ferme pour Martial Roudier, que le procureur voit comme le leader des gros bras. Un an avec sursis pour Patricia Margand. Dix-huit mois de prison avec sursis et une interdiction pendant cinq ans d'exercer un emploi public ont été demandés contre l'ex-doyen Philippe Pétel, déjà sous le coup de mesures similaires après des procédures de condamnations administratives internes au monde universitaire. Et Jean-Luc Coronel de Boissezon, dix mois ferme et cinq ans d'interdiction d'exercer toute fonction publique.

Les peines de prison ferme requises ne le sont pas avec mandat de dépôt. Ils porteront un bracelet électronique. Et la décision sera rendue le 2 juillet prochain.

**21 mai.** La pieuvre du midi annonce que l'ancien directeur de cabinet de Robert Ménard, le très identitaire André-Yves Beck se présente aux élections départementales à Orange sous les couleurs du RN. Chose intéressante à noter, il était très connu dans cette ville comme directeur de communication du maire ex-FN Jacques Bompard mais aujourd'hui, il va s'opposer à son fils Yann Bompard, membre d'un petit mouvement régional d'extrême droite : la Ligue du Sud

D'autre part le journal annonce que depuis que Ménard est à la tête de l'Agglo, « *on assiste à de nombreux départs de l'ancien personnel. Cela peut être de sa propre initiative comme par exemple l'ancien DGS, Jean-Luc Bertoglio ou subi comme le directeur de l'office de tourisme Jean-Jacques Micoud* ». Il y a eu aussi « *Serge Hoiban, directeur adjoint de l'Office de tourisme, et maintenant c'est Sophia Gavault, ancien responsable du pôle économique et la chargée de communication Amélie Firmin... Ajouté aux médiateurs qui sont partis sur Sérignan, on peut remarquer que la vague de départ se poursuit activement à l'agglomération* ».

**29 mai.** Pour ceux qui pensent qu'il y a de grandes différences entre l'extrême-droite violente et l'extrême-droite dite institutionnelle type RN, eh bien sachez qu'il n'en n'est rien. Après l'histoire du commando de la fac de droit de Montpellier, il y a l'irruption dans l'hémicycle du conseil régional d'Occitanie, à Toulouse, en mars dernier. Un ancien conseiller régional RN du Lot, Emmanuel Crenne, (démissionnaire seulement depuis 2019) fait partie des quatre personnes poursuivies pour

cette action. D'après le procureur, « *une autre élue régionale du RN aurait été complice des activistes de l'Action Française dans leur intrusion dans l'hémicycle* » et il ajoute qu'il « *ne s'interdit pas de poursuivre d'autres personnes* ». L'audience a été fixée au 10 décembre. De son côté, Carole Delga (PS) explique que quelques semaines à peine après cette intrusion, des collaborateurs du groupe Rassemblement National ont invité au sein de l'Hôtel de Région à Toulouse des membres de Génération Identitaire, pour une visite des lieux. Et elle explique également que depuis le début de son mandat comme Présidente du Conseil Régional d'Occitane, elle a reçu plusieurs menaces de mort à son domicile, par des appels ou des courriers anonymes.

**30 mai** Invité du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, Guillaume Peltier, vice-président délégué Les Républicains (LR), s'est exprimé sur le soutien que lui a apporté Robert Ménard sur Twitter. « *Il me fait très plaisir et c'est un très bon maire* » a assuré le numéro deux des Républicains tout en confirmant « *avoir les mêmes convictions que lui* ».